



Il n'y a pas que Manaouda Malachie, Ministre de la Santé Publique, que l'honorable Nintcheu souhaite voir passer à la guillotine. Le cadre du parti de la Balance, le SDF, président régional du même parti pour le littoral, en veut aussi à Ferdinand Ngo Ngo, le Ministre d'Etat, Secrétaire général à la Présidence de la République.

L'élu de la Nation a fait une publication après le premier rapport d'étape de la Chambre des comptes de la cour suprême sur les soupçons de détournements des fonds Covid-19.

Lisons

Je me réjouis de ce que l'Histoire me donne raison. Une fois de plus, le SDF dans sa démarche originelle, démontre chaque jour ce qu'il ne doit jamais cesser d'être à savoir un parti qui donne le pouvoir au peuple et qui a chevillé au corps les intérêts du peuple.

Je voudrais rappeler qu'en 2016, à la tribune de l'Assemblée nationale devant la Représentation nationale, le député du SDF Joseph Wirba dans sa déclaration historique avait déjà attiré l'attention des gouvernants sur le feu qui couvait dans les deux régions anglophones du pays. Il fut pourchassé et raillé même par certains de ses collègues députés pourtant du même parti. Cinq ans après, nous voici déjà avec plus de 1000 morts du fait de cette sale guerre. Si on l'avait écouté, les vies des camerounais auraient été épargnées.

Lorsqu'il y a quelques mois, sur la base de mes investigations, j'appelais la Représentation nationale, certains collègues y compris ceux de mon parti, n'ont cessé de me pourfendre. Comme Joseph Wirba hier, aujourd'hui c'est la Chambre des comptes dans son rapport d'étape – ce qui sous-entend qu'elle n'est pas encore allé au bout de ses investigations – qui vient confirmer ce que je disais déjà à propos de la gestion catastrophique des fonds covid-19.

En tant que Député de la nation, je demande la démission immédiate de la ministre de la recherche scientifique et de l'innovation qui a fait croire aux camerounais en mondovision qu'elle devait produire rapidement la chloroquine et l'azythromicine alors qu'elle a importé de l'Inde ces produits qu'elle a juste emballé au Cameroun. Mieux le rapport de la Chambre des comptes indique des manquements graves dans la gestion des fonds alloués à cette opération.

Je demande une fois de plus et avec insistance la démission du ministre de la santé publique qui a violé toutes les règles de gestion de la fortune publique.

Le cas le plus grave et qui devrait immédiatement cesser toute activité est celui du ministre de l'administration territoriale qui n'a pas daigné répondre aux sollicitations de la Chambre des comptes mais s'est permis de facturer au ministère de la santé publique des dons qu'il a reçus de certains partenaires du Cameroun. Il a fallu l'injonction du Premier ministre pour qu'une somme de près de 380 millions FCFA qu'il avait déjà fait virer à BGF Bank soit rétrocédée. Lorsqu'on sait par ailleurs que ce donneur de leçons et par ailleurs pyromane dans la crise anglophone est Secrétaire permanent du Conseil national de la sécurité, cela donne froid au dos.

À la lecture du rapport d'étape de la Chambre des comptes, il apparaît clairement que certains marchés passés en violation des dispositions légales l'ont été sur injonction du ministre d'État, Secrétaire général de la présidence de la République. Ce qui en d'autres termes veut dire qu'il a co-géré les fonds covid-19 bien avant la mise sur pied de la task force covid-19. J'exige également sa démission du gouvernement.

Ces fonds ayant été mis à la disposition de notre pays par des partenaires bilatéraux et multilatéraux, il y va de l'image de notre pays et de la qualité de notre garantie souveraine.

Si un jour on me fait part de ce que des membres de ce gouvernement ont volé des cadavres, je ne saurais être surpris. Même l'argent qu'on a donné à ce gouvernement pour venir au secours des camerounais qui souffrent, ces bandits n'en ont eu cure.

Il convient au demeurant de constater que personne ne connaît à ce jour le montant total des dons des camerounais, personne physique comme personne morale. Le rapport d'étape de la Chambre des comptes, ce qui est louable, se limite uniquement aux fonds provenant des partenaires bilatéraux et multilatéraux. J'exige que tous les dons reçus en nature ou en numéraire soient rendus publics et qu'un audit de la gestion de ces contributions soit fait par la Chambre des comptes ou le Contrôle supérieur de l'État, puisqu'il s'agit des fonds publics.

En attendant l'issue des enquêtes judiciaires qui permettra de déterminer le niveau d'implication et de prévarication de chacun des prévenus, j'exige du Président de la République le limogeage de toutes les personnes mentionnées comme étant intervenues dans

ce volumineux dossier en violation des dispositions légales comme relevé dans le rapport d'étape de la Chambre des comptes

Hon. Jean Michel NINTCHEU

Député
